



IMPORTANT

Vous devez signer votre requête. Elle doit aussi contenir les renseignements demandés ci-dessous, être accompagnée de certains documents et, le cas échéant, du paiement des frais.

La forme masculine utilisée dans le présent formulaire désigne aussi bien les femmes que les hommes.

1 Identification du requérant		(SVP nous aviser de tout changement)			
Personne		OU		Entreprise	
<input type="checkbox"/> M. <input type="checkbox"/> M ^{me} _____ <small>Nom (en lettres moulées) Prénom (en lettres moulées)</small> Adresse _____ <small>Numéro Rue Appartement</small> _____ <small>Municipalité Province Code postal</small> Téléphone _____ <small>Ind. rég. Résidence Ind. rég. Bureau Poste</small> Télécopieur _____ <small>Ind. rég. Date de naissance Année Mois Jour</small> Adresse électronique _____ 2^e requérant (s'il y a lieu). Veuillez annexer une feuille avec vos coordonnées.	_____ <small>Nom de l'entreprise (en lettres moulées)</small> <input type="checkbox"/> M. <input type="checkbox"/> M ^{me} _____ <small>Nom de l'interlocuteur (en lettres moulées) Prénom (en lettres moulées)</small> Adresse _____ <small>Numéro Rue Bureau</small> _____ <small>Municipalité Province Code postal</small> Téléphone _____ <small>Ind. rég. Bureau Poste Ind. rég. Résidence</small> Télécopieur _____ <small>Ind. rég.</small> Adresse électronique _____				
Avocat ou autre représentant (s'il y a lieu)					
<input type="checkbox"/> Avocat _____ <small>Nom de la personne ou du bureau (en lettres moulées) Prénom (en lettres moulées) Adresse électronique</small> <input type="checkbox"/> Si autre représentant (voir verso) Adresse _____ <small>Numéro Rue Bureau</small> _____ <small>Municipalité Province Code postal</small> Téléphone _____ <small>Ind. rég. Bureau Poste Ind. rég. Résidence</small> Télécopieur _____ <small>Ind. rég.</small>					
2 Présentation du recours					
ANNEXEZ UNE COPIE DE LA DÉCISION REÇUE DU MINISTÈRE OU DE L'ORGANISME PUBLIC QUE VOUS CONTESTEZ (OU DES DOCUMENTS SE RAPPORTANT À L'ÉVÈNEMENT). En matière de <i>fiscalité municipale</i> , annexez également une copie de votre demande de révision et, le cas échéant, de la réponse de l'évaluateur. Indiquez le nom du ministère ou de l'organisme public dont vous contestez la décision ou qui est responsable de l'évènement. Numéro de dossier à ce ministère ou à cet organisme (s'il y a lieu) _____ Date de la décision ou de l'évènement _____ <small>Année Mois Jour</small>					
3 Objet et motifs					
Expliquez sommairement les motifs de votre recours et les conclusions recherchées (si l'espace est insuffisant, annexez une feuille).					
4 Signature du requérant (ou de son avocat ou son représentant)	5 Espace réservé à l'administration				
Signé à _____ Le _____ <small>Année Mois Jour</small> Signature _____ Signature (2 ^e requérant, s'il y a lieu) _____	<input type="checkbox"/> Secrétariat du Tribunal administratif du Québec <input type="checkbox"/> Greffe de la Division des petites créances Municipalité _____ Date du dépôt de la requête _____ <small>Année Mois Jour</small> Frais \$ _____ Numéro de reçu _____ Date du paiement _____ <small>Année Mois Jour</small> Pour rectification par l'administration, le cas échéant Frais \$ _____ Numéro de reçu _____ Date du paiement _____ <small>Année Mois Jour</small>				
6 Mode de paiement des frais (s'il y a lieu)		PARTIE DÉTACHABLE PAR L'ADMINISTRATION			
A <input type="checkbox"/> Argent comptant } Au comptoir seulement B <input type="checkbox"/> Carte de débit C <input type="checkbox"/> Chèque } Au nom du Tribunal administratif du Québec D <input type="checkbox"/> Mandat-poste	E <input type="checkbox"/> Carte de crédit Numéro _____ <input type="checkbox"/>  _____ <input type="checkbox"/>  _____ Date d'expiration _____ <small>Mois Année</small> Signature obligatoire du titulaire de la carte de crédit _____ Nom du titulaire (en lettres moulées) _____				

INFORMATIONS IMPORTANTES (1)

UN TRIBUNAL INDÉPENDANT

Le Tribunal administratif du Québec est le tribunal désigné pour entendre et décider du recours qu'exerce une personne contre la décision prise par certains ministères ou organismes publics dans les domaines social, immobilier, économique ainsi que dans ceux du territoire et de l'environnement.

LES DÉCISIONS POUVANT ÊTRE CONTESTÉES ET LES DÉLAIS

Plus d'une centaine de types de décisions peuvent être contestées devant le Tribunal administratif du Québec. Quand vous recevez une décision d'un ministère ou d'un organisme public, celle-ci vous indique s'il est possible d'exercer un recours auprès du Tribunal et vous précise généralement le délai dont vous disposez. **Si cette information ne vous a pas été fournie, demandez-la rapidement au ministère ou à l'organisme en question ou adressez-vous au Secrétariat du Tribunal dont les coordonnées apparaissent au bas de la page.**

En règle générale, les délais suivants s'appliquent :

- vous disposez de 60 jours pour exercer votre recours à la Section des affaires sociales.
- vous disposez de 30 jours si votre recours concerne une autre section (Section des affaires immobilières, Section des affaires économiques et Section du territoire et de l'environnement).
- en matière d'indemnités et de prestations, si le ministère ou l'organisme public ne rend pas de décision à la suite de votre demande de révision dans les délais prévus, généralement de 90 jours, vous pouvez alors, après l'expiration de ce délai, exercer un recours au Tribunal.

Assurez-vous d'être bien informé sur la possibilité d'exercer un recours devant le Tribunal administratif du Québec et sur le délai à respecter.

AVOCAT OU AUTRE REPRÉSENTANT (section 1)

Dans cette partie de la section 1, identifiez l'avocat qui vous représentera devant le Tribunal, si vous en avez un. Ce dernier peut signer le formulaire à votre place (section 4).

En matière d'indemnisation des sauveteurs et des victimes d'actes criminels, une personne autre qu'un avocat peut vous représenter, à la condition qu'elle n'ait pas été radiée, déclarée inhabile ou suspendue d'un ordre professionnel. En matière d'immigration, une personne autre qu'un avocat peut, exceptionnellement, vous représenter du fait que vous n'êtes pas au Québec. Ce représentant peut signer le formulaire à votre place (section 4).

MODE DE PAIEMENT DES FRAIS (section 6)

Certains types de recours entraînent des frais qui doivent être payés au moment du dépôt de la requête. Pour connaître les cas où des frais sont exigés et le montant de ceux-ci, adressez-vous au Secrétariat du Tribunal ou consultez notre site Internet dans la section *Déposer votre recours/Que doit contenir votre requête*. Notez qu'il n'y a pas de frais pour les recours relevant de la Section des affaires sociales.

Le paiement en argent comptant ou par carte de débit est accepté lorsque vous vous présentez au Secrétariat du Tribunal ou à un greffe de la Division des petites créances d'un palais de justice. N'envoyez pas d'argent comptant par la poste.

COMMENT DÉPOSER UNE REQUÊTE

Vous devez :

- faire une requête écrite au Tribunal administratif du Québec. Nous vous proposons d'utiliser le présent formulaire. Sinon, assurez-vous que votre requête écrite contient tous les renseignements requis. En matière de fiscalité municipale, une requête distincte doit être complétée pour chaque unité d'évaluation ou chaque lieu d'affaires. Conservez une copie de chaque document transmis ;
- joindre à l'original le montant des frais, s'il y a lieu, ou fournir les renseignements demandés pour le paiement au moyen d'une carte de crédit. Seules les cartes Mastercard et Visa sont acceptées (section 6, case E) ;
- joindre les documents indiqués à la section 2 ; et
- déposer le tout au Secrétariat du Tribunal ou à un greffe de la Division des petites créances d'un palais de justice. Vous pouvez aussi transmettre le tout par la poste ou par télécopieur au Secrétariat du Tribunal, à l'une des adresses indiquées ci-dessous. Si vous transmettez votre formulaire par télécopieur et que des frais sont exigés, vous devrez les payer par carte de crédit en remplissant la case E de la section 6.

Si vous transmettez votre requête par la poste, tenez compte des délais postaux et assurez-vous que le Tribunal administratif du Québec l'aura reçue dans le délai à l'intérieur duquel vous pouvez exercer votre recours.

Si vous considérez que vous avez un handicap qui limite votre accès aux audiences et aux séances de conciliation du Tribunal, signalez-le rapidement en vous adressant à l'un des Secrétariats ci-dessous. Dans la mesure du possible, nous mettrons en place les accommodements nécessaires.

QUÉBEC : Tribunal administratif du Québec
Secrétariat
575, rue Jacques-Parizeau RC.10
Québec (Québec) G1R 5R4
Télécopieur : 418 643-5335

MONTRÉAL : Tribunal administratif du Québec
Secrétariat
500, boul. René-Lévesque Ouest, 21^e étage
Montréal (Québec) H2Z 1W7
Télécopieur : 514 873-8288

Nos bureaux sont ouverts du lundi au vendredi, de 8h30 à 16h30.

Pour tous renseignements :

<u>INTERNET</u>	<u>QUÉBEC</u>	<u>MONTRÉAL</u>	<u>AILLEURS AU QUÉBEC</u>
www.taq.gouv.qc.ca	418 643-3418	514 873-7154	1 800 567-0278 (sans frais)

(1) Ces informations servent uniquement de guide. Pour plus de précisions, se référer aux textes des lois et règlements concernés.